Le défi de la légitimité : Communiquer sur la restriction de la mobilité pendant la pandémie

Marie-Eve Bélanger, Sandra Lavenex
17th December 2021



Face à la pandémie de COVID-19, les gouvernements du monde entier ont réagi en imposant des restrictions incisives de la mobilité des personnes. Dans des sociétés libérales profondément interdépendantes, ces restrictions de mobilité ont un coût social et économique important. L'incapacité à justifier et à légitimer ces restrictions incisives des libertés individuelles risque de contribuer à la politisation de la crise sanitaire et donc à sa transformation en crise politique. Pour les dirigeant.e.s politiques, une communication de crise efficace est essentielle pour atténuer ce risque. Pour être efficace, la communication de crise doit être légitime.

En coopération avec:
SPSR
Swiss Political Science Review
Schweizerische Zeitschrift für Politikwissenschaft
Revue Suisse de Science Politique
Rivista Svizzera di Scienza Politica

La communication de crise : un outil central de gestion des pandémies

L'une des tâches les plus importantes auxquelles sont confronté.e.s les dirigeant.e.s et les décideurs.deuses au début d'une urgence de santé publique consiste à collecter, traiter et diffuser les informations

nécessaires pour faire face à la situation de crise. La pandémie de COVID-19 pose de nombreux défis à une communication de crise efficace et légitime en raison du caractère transfrontalier de la crise, de l'absence d'informations fiables à un stade précoce et de la multiplication rapide de sources non fiables en ligne. Pour garder une longueur d'avance sur la crise et garantir des niveaux élevés de conformité aux nouvelles mesures, les dirigeant.e.s politiques doivent donc s'assurer de la légitimité de leur stratégie de communication de crise.

Qu'est-ce qu'une communication légitime en temps de crise ?

Notre projet de recherche teste la légitimité de la communication de crise sur les restrictions de mobilité en Suisse, en France, au Royaume-Uni ainsi que celle des acteurs de l'UE et de l'ONU pendant les différentes vagues de la pandémie. Nous nous concentrons sur la communication des mesures concernant les voyages internationaux et nationaux ainsi que sur la distanciation sociale, car elles font partie des premières restrictions des libertés civiles, les plus continues et les plus incisives. En nous inspirant de la littérature sur la communication de crise, nous postulons que la légitimité des mesures politiques visant à contrer la crise est plus élevée lorsqu'un réseau connecté d'acteurs politiques fournit un flux d'informations cohérent et en temps opportun. L'opportunité fait référence à la vitesse à laquelle les messages sont communiqués et mis à jour tout au long de la crise, la cohérence se réfère au contenu des messages des acteurs dans le temps et la congruence décrit le niveau de connectivité entre les acteurs.

Le cas suisse : la communication sur les restrictions de mobilité

Dans cette première analyse, nous mesurons la rapidité, la cohérence et la congruence de la communication sur les restrictions de mobilité de 15 décideurs.deuses suisses sur Twitter pendant la première vague de la pandémie. Ces acteurs incluent des membres de l'exécutif, du législatif et des principales agences de santé, c'est-à-dire des responsables gouvernamentaux ainsi que tous les principaux partis politiques. Pour la période comprise entre janvier et août 2020, ces acteurs ont produit un total de 1722 tweets liés au COVID-19, dont 379 directement liés soit aux voyages internationaux, soit aux déplacements intérieurs, soit à la distanciation sociale. Pour chaque tweet, nous codons le sous-thème de la mobilité, la position de l'acteur (pour ou contre la restriction), et l'argument qu'il/elle utilise pour justifier sa position, sur une échelle partant des arguments plus techniques (santé) aux arguments plus politiques (identité).

Des restrictions de mobilité différentes, des stratégies de communication inégales, un potentiel de politisation

Nous constatons que la légitimité de la communication de crise varie en fonction du type de mobilité en jeu. La communication sur la mobilité nationale et la distanciation sociale, bien que souffrant d'un faible degré de réactivité, montre un niveau généralement élevé de cohérence entre les acteurs dans le temps et une forte congruence. Le réseau de discours est dirigé par des agences technocratiques (Office fédéral de la santé publique) qui mobilisent principalement des arguments de santé pour justifier les

restrictions. Les partis politiques, en revanche, restent largement désengagés de ce réseau de communication. Tout en assurant un haut niveau de cohérence autour d'une justification des mesures basée sur la science et strictement orientée vers les problèmes, la faiblesse de l'engagement des acteurs politiques dans ce discours risque d'aliéner les parties de la population qui ne suivent pas ou ne s'identifient pas à la communication des agences technocratiques et des experts. D'autre part, la communication sur la mobilité internationale, bien que plus réactive, est moins cohérente et plus controversée. L'arène discursive est plus peuplée de partis et d'acteurs politiques qui montrent moins de cohérence dans leur argumentation au fil du temps et tendent à adopter des points de vue plus conflictuels. Ceux-ci ont tendance à soulever des arguments identitaires chargés de valeurs opposant la solidarité nationale à la solidarité internationale/européenne plutôt que de se concentrer sur des arguments sanitaires plus limités et fondés sur la science.

Pour conclure, nous constatons que les deux stratégies de communication sur la mobilité intérieure et la distanciation sociale, d'une part, et sur les voyages internationaux, d'autre part, au cours de la première phase de la pandémie présentent un potentiel de politisation croissante, mais pour des raisons différentes. Dans le cas des restrictions relatives à la mobilité intérieure et à la distanciation sociale, la prédominance des acteurs technocratiques sur les acteurs politiques dans un discours par ailleurs très cohérent et congruent comporte le risque de ne pas atteindre les parties de la société qui ne s'identifient pas aux positions des acteurs technocratiques et manquent de conseils politiques. Dans le cas de la mobilité internationale, en revanche, un ensemble plus hétérogène d'acteurs va de pair avec une plus grande incohérence et incongruité de la communication officielle. Dans ce discours, l'accent plus étroit mis sur les problèmes de santé est de plus en plus marginalisé par des arguments identitaires plus généraux, politiques et chargés de valeurs, ce qui accroît le niveau de contestation dans la communication officielle et augmente le risque d'une politisation croissante.

Marie-Eve Bélanger *est maître de conférences au Département de sciences politiques de l'Université de Genève et chercheuse sénior au Centre d'études comparatives et internationales de l'École polytechnique fédérale de Zürich. Ses recherches actuelles portent sur les questions de la politisation des frontières européennes et sur l'effet de la pandémie de Covid-19 sur les discours relatifs aux frontières en Europe.*

Sandra Lavenex *est professeur de politique européenne et internationale au Département des sciences politiques et relations internationales de l'Université de Genève ainsi que professeure invitée au Collège d'Europe.*

Référence:

Bélanger, Marie-Eve & Lavenex, Sandra. (2021). Communicating Mobility Restrictions During the COVID-19 Crisis on Twitter: The Legitimacy Challenge. *Swiss Political Science Review*. 10.1111/spsr.12494.

Projet financé par le "NCCR – on the move" ainsi que par le Fonds National

Suisse (31CA30_196359/1)